

Questionnements septième séance

A. Plafonnement et obligation de résultat

Cahier des charges

Réduire à un rythme annuel défini l’empreinte carbone totale de la société : *un rationnement de l’énergie fossile correspondant à cette empreinte. Les mécanismes économiques, sociaux, juridiques, politiques et technologiques mis en place doivent assurer l’obligation de résultat*

Questions

- a) peut-on fixer année après année une obligation de résultat fondée sur une réduction de la dotation individuelle à un taux fixé ?
- b) comment éviter que le système simple soit progressivement dénaturé en prenant en compte des situations particulières, ouvrant ainsi une boîte de pandore dans laquelle s’engouffreront tous les lobbies ? Peut-on faire admettre que ces solutions particulières sont réglées par d’autres mesures ?
- c) comment garantir la continuité du processus au-delà des alternances politiques ? Peut-on arriver à un consensus transpartisan ou s’adosser aux trajectoires fixées au niveau de l’UE pour y parvenir ?
- d) peut on montrer que ce dispositif simple d’obligation de résultat aura un effet de levier pour provoquer un changement de système technique et quelles stratégies publiques d’investissement et d’innovation peuvent accompagner la mutation ?
- e) à quelle échelle politique le système trouve-t-il sa pertinence ? Si, comme on en fait l’hypothèse, le bon niveau est l’UE, peut-on néanmoins démarrer à l’échelle nationale pour donner l’exemple ? Et si on le crée à l’échelle de l’UE comment caler les quotas individuels au sein de chaque État membre et leur évolution dans le temps pour prendre en compte des situations de départ différentes ?
- f) faut-il prévoir, malgré l’urgence d’agir, une année de test où chacun est informé de sa consommation de GES sans encore l’introduire dans les moyens de paiement ?

B. Empreinte totale des sociétés

Cahiers des charges

Il est indispensable pour assumer l’obligation de résultat de saisir les émissions carbonées ou de dioxyde de carbone, de méthane et de protoxyde d’azote tout au long des filières

Questions

- a) peut-on disposer à l’échelle de l’UE d’une évaluation d’ensemble des émissions territoriales et des émissions importées comme on en dispose dans le cas de la France ? Et en disposer pour chaque État membre ?
- b) comment les entreprises sont-elles conduites à assurer la traçabilité de la consommation d’énergie fossile tout au long de la filière ? Comment tirer parti du fait que la plupart des émissions importées sont des biens intermédiaires pour rendre les entreprises comptables de l’évaluation des émissions importées qu’elles intègrent dans leur propre activité ?
- c) comment éviter qu’une prise en compte standard des émissions importées ne compromette les efforts de réduction de l’empreinte des filières extérieures au périmètre concerné (France ou UE) ?

- d) comment utiliser des leviers comme le devoir de vigilance, la comptabilité extra-financière ou la sensibilisation des gestionnaires d'actifs au risque climatique pour pousser à cette comptabilité consolidée des GES tout au long des filières ?
- e) quelles révolutions technologiques, comme l'open banking ou les blockchains, peut-on mettre à profit pour assurer la traçabilité des émissions ?
- f) peut-on, comme en matière de droits de l'homme, s'adosser aux réseaux internationaux de la société civile pour construire un observatoire des pratiques permettant d'éviter des fraudes massives dans les déclarations d'émission ?
- g) quelle peut être la gouvernance d'ensemble du système ? Peut-on imaginer une institution indépendante comme l'extension d'une banque européenne du climat ? Ou faut-il en faire une extension de la BCE ou de la BEI ?

C. Justice sociale et découplage

Cahier des charges

Les solutions adoptées doivent rendre compatible l'obligation de résultat et la justice sociale .

Elles supposent un découplage radical entre développement du bien-être et consommation d'énergie fossile.

Questions

- a) les quotas font de l'énergie fossile et des GES une monnaie à part entière (unité de compte, moyen de paiement et réserve de valeur) créant un découplage entre bien-être de tous et consommation d'énergie fossile. Quels sont les moyens techniques de payer facilement avec une double monnaie ? Cela implique-t-il la disparition de la monnaie métallique et papier au profit de la monnaie électronique ?
- b) comment rendre visibles les efforts demandés aux différents groupes sociaux et leur offrir une prospective des transformations de toutes natures impliquées par la réduction draconienne des quotas annuels ? Comment éviter les discours lénifiants donnant l'impression qu'aucun sacrifice ne sera demandé aux classes moyennes ?
- c) comment éviter que le système soit dénaturé par une multiplication d'exceptions ou par l'établissement de quotas rigides non échangeables faisant perdre aux plus frugaux le bénéfice de leurs efforts et transformant le système en économie administrée ?
- d) comment garantir comme dans le cas des paiements en euros que le paiement par carte et la prise en compte de chaque contenu GES des biens achetés ne se transformera pas en outil de flicage de la population (nb : c'était déjà, il y a un siècle, l'argument des opposants à l'instauration d'un impôt sur le revenu, accusé d'être « inquisitorial »). Peut-on appliquer le même type de réglementation que pour la protection des données personnelles ?
- e) comment dès les plans de relance européen et nationaux post covid arriver à développer une politique d'investissements individuels et collectifs prenant en compte la réduction annuelle des quotas ?
- f) qui sont les acteurs perdants dans les scénarios et comment faire en sorte de les associer à la transformation et éviter qu'ils n'y fassent obstacle ?

D. Mobilisation de tous les acteurs

Cahier des charges

Il faut s'assurer que le changement proposé est physiquement possible, que l'on voie clairement ce que cela impliquera pour chaque acteur et que tous soient invités à y participer en assumant leur part de responsabilité,

Questions

- a) comment sont conçues les actions de transformation de l'économie et de la société et la mobilisation de tous les acteurs ? Quelles sont les incitations à cette mise en mouvement ?*
- b) comment les territoires sont-ils mobilisés pour conduire la transition bas carbone ? Les régions peuvent-elles être le premier niveau des bourses d'échange de points carbone ?*
- c) comment les administrations et services publics sont-ils conduits à assumer leurs propres obligations de résultat ? La ponction exercée par le paiement des impôts et taxes en partie en points carbone sera-t-elle une pression suffisante pour amener les services publics à se reconfigurer ?*